

# Où se trouvaient les travailleurs égyptiens dans la « révolution-coup » du peuple de juin 2013 ?

lundi 5 août 2013, par [El-SHAZLI Heba F.](#) (Date de rédaction antérieure : 23 juillet 2013).

## Sommaire

- [Les travailleurs sur la \(...\)](#)
- [Quelle était la situation des](#)
- [Où étaient les travailleurs](#)
- [Après Morsi](#)
- [Les défis à venir](#)

« *Nous avons débuté la révolution de 2011 et le reste de l’Egypte a suivi* » est une déclaration que les travailleurs et travailleuses d’Egypte défendent avec une grande conviction lorsqu’ils discutent du mouvement en faveur du changement dans leur pays. Afin de continuer ce qui commença en janvier 2011, les masses laborieuses furent par conséquent à nouveau dans les rues et les places d’Egypte avant et pendant les manifestations du 30 juin 2013, ainsi que dans les jours qui suivirent jusqu’à ce que le président Mohamed Morsi soit expulsé du pouvoir le 3 juillet.

C’est une chose qui peut sembler surprenante étant donné qu’il n’y avait pas de banderoles ou de bannières le 30 juin indiquant la participation de travailleurs et travailleuses. Cela est dû, en fait, à un accord antérieur parmi les organisateurs de la protestation, le mouvement Tamarod (Rébellion) conduit, entre autres, par des jeunes [d’orientations politiques assez différentes]. Les manifestant·e·s ne devaient porter que le drapeau égyptien, outre des pancartes fabriquées à domicile, mais pas drapeaux d’organisations.

On n’a donc pas vu de travailleurs et travailleuses défiler derrière les bannières de leurs syndicats ou de leurs professions le 30 juin 2013. Les travailleurs étaient pourtant dans les rues en foule dans chaque ville et village d’Egypte, manifestant comme partie entière à la révolution-coup du peuple de juin 2013. Dans certaines localités industrielles, comme al-Mahalla al-Kubra, 10 de Ramadan [dans le gouvernorat de Sharkia] et Sadat, ils constituaient la majorité et conduisaient les défilés.

## Les travailleurs sur la voie de la révolution du 25 janvier

Avant janvier 2011, pendant plusieurs années, à l’époque du président expulsé Hosni Moubarak, les travailleurs égyptiens se sont organisés en des réseaux et mouvements indépendants, protestant régulièrement contre les épreuves continues de la vie quotidienne et les conditions de travail épouvantables. Les travailleurs menèrent des grèves « sauvages » non seulement contre des employeurs privés mais aussi contre le gouvernement, qui est l’employeur officiel du « secteur public » et contre la Fédération syndicale officielle, l’Egyptian Trade Union Federation (ETUF), une fédération sous contrôle de l’Etat composée de 33 syndicats, créé en 1957. Le rôle principal de

l'ETUF était de réprimer les revendications des travailleurs et travailleuses en faveur de meilleures conditions de travail et pour des augmentations salariales, d'assurer qu'ils suivent la ligne du gouvernement, les maintenant dans le rang en tant que partisans loyaux du régime.

« Entre 2004 et 2008, plus de 1,7 million de travailleurs participèrent dans des actions de travail conflictuelles. En absence d'un organe crédible représentant les travailleurs égyptiens, les grèves et les manifestations étaient devenues les seuls moyens influents pour les travailleurs d'exercer une pression sur les employeurs (dans le secteur public) ou le gouvernement (dans le secteur public). » [1] Les politiques économiques mises en œuvre par le gouvernement d'Ahmed Nazif (2004-2011) nourrirent encore plus le mécontentement des travailleurs.

Une montée de l'activisme des salarié·e·s débuta en 2004 comme conséquence des politiques économiques de ce gouvernement dites de « croissance économiques » et se débarrassant du minimum de justice sociale, créant ainsi des injustices de masse pour la classe laborieuse. Il y eut, au total, environ 3000 grèves ouvrières et manifestations entre 2006 et janvier 2011 et environ 1100 entre mai 2011 et avril 2012 [2].

Les travailleurs égyptiens jouèrent aussi un rôle significatif dans les luttes pour le changement politique. Ils brisèrent progressivement le « mur de la peur », en d'autres termes la peur répandue parmi de nombreux citoyens de protester contre le régime et d'être sujets à une répression policière brutale. Bien que les paroles des travailleurs dans leurs actions revendicatrices fissent appel principalement aux droits économiques et sociaux, il s'agit au final d'un acte politique courageux de défi. Ces protestations furent une école d'apprentissage : une répétition générale de ce qui se déroulerait sur la place Tahrir et à travers le pays début 2011. La grève qui se déroula en décembre 2006, impliquant 25'000 travailleurs protestant contre les misérables conditions de travail, une autre en septembre 2007 puis une troisième le 6 avril 2008, qui eurent toutes lieu dans les usines textiles et de la confection de al-Mahalla al-Kubra, furent les premières parmi de nombreuses autres brèches dans le mur régnant de la peur.

Ainsi que le déclare Kamal al-Fayoumi, l'un des dirigeants de la grève, « la grève de 2006 à Mahalla fut la bougie qui éclaira le chemin des travailleurs dans tout le pays, leur montrant qu'une grève pacifique était possible, que l'on pouvait se tenir debout face à l'injustice et contre la corruption. » [3] Selon lui, la grève de 2006 fraya le chemin de celle du 6 avril 2008. Puis, en décembre 2008, fut créé le premier syndicat indépendant en Egypte depuis 1957, celui des collecteurs d'impôts sur la propriété municipale (Municipal Real Estate Tax Collectors Authority employees, RETA). Cela donna une immense confiance et stimulant d'autres travailleurs de différents secteurs économiques, désireux également de revendiquer leurs droits perdus depuis longtemps.

Il est clair que le mouvement syndical indépendant contesta régulièrement le pouvoir du régime de nombreuses années avant janvier 2011. Ce mouvement était dispersé et pas nécessairement unifié sous une organisation faîtière, mettant ainsi en cause les explications classiques de la Social Movement Theory (SMT) qui insiste sur les structures organisant les mobilisations [4]. « Ainsi, des années avant la révolution du 25 janvier, un mouvement social de travailleurs, de leurs familles et des habitant·e·s des quartiers manifesta son existence. A travers des grèves et d'autres actions collectives, les travailleurs obtinrent de substantiels gains économiques, enseignant à de nombreux Égyptiens une leçon cruciale : s'engager dans des actions collectives, vues auparavant comme un jeu perdant mené par des activistes engagés appartenant presque exclusivement à la classe moyenne, pouvait aboutir à quelque chose de valeur. » [5]

McAdam, Tarrow et Tilly ont proposé « un nouveau cadre pour analyser de la politique de contestation : non pas sous le sceau de mêmes lois générales régissant toutes les contestations du

monde [...] mais à travers la comparaison d'épisodes contestataires à la leur des processus qui animent leurs dynamiques » [6] tout en incluant le contexte social et historique. Les théories classiques SMT se concentrent sur les structures de mobilisation, les processus encadrant, les possibilités et les menaces ainsi que sur un répertoire de contestations ; soit une approche structuraliste [7]. Un effort menant au-delà de ces conceptions en direction d'un modèle dynamique et interactif est la manière optimale d'évaluer le mouvement de travailleurs indépendant avant 2011. Il révèle que les précédents établis par les travailleurs et travailleuses d'Égypte, comme un mouvement social dynamique qui n'est pas nécessairement organisé par une structure mobilisante, frayèrent le chemin de l'insurrection massive de janvier 2011 qui conduisit au retrait du régime Moubarak.

## **Quelle était la situation des travailleurs entre février 2011 et la révolution de juin 2013 ?**

Il existe deux principales fédérations syndicales indépendantes en Égypte qui comprennent environ 1000 syndicats indépendants au total. Il s'agit de l'Egyptian Federation of Independent Trade Unions (EFITU) et de l'Egyptian Democratic Labor Congress (EDLC). En mars 2011, l'ancien ministre du travail Ahmed Hassan al-Borai, après consultation avec les dirigeants des syndicats indépendants, reçut en Égypte l'ancien directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Juan Somavia [8]. Ensemble, ils dévoilèrent publiquement la déclaration des libertés syndicales [9] qui contribua à la naissance « officielles » des syndicats indépendants en Égypte. Cette déclaration fut une première étape en replaçant l'Égypte sur les rails en termes du respect des standards internationaux fondamentaux en matière de liberté d'association, de droit à s'organiser et à négocier collectivement.

Depuis cette déclaration, les travailleurs égyptiens formèrent des centaines de syndicats indépendants, bien que cela ne se fit pas sans résistances [voir à ce sujet la déclaration et l'entretien avec Fatma Ramadan publiés sur ce site en date du 26 juillet et du 27 juillet 2013, sous l'onglet Égypte]. Les employeurs n'ont pas toujours accueilli ces syndicats les bras ouverts, ni reconnu la validité de la déclaration de 2011 malgré une décision de 2012 du Conseil d'État [10]. Il y eut, en fait, plus de grèves dans la période post-2011 et jusqu'à juin 2013 qu'au cours de plusieurs années antérieures prises ensemble, selon Kamal Abbas, coordinateur du Center for Trade Union and Worker Services (CTUWS) [11].

Le rapport de 2013 de l'Egyptian Center for Economic and Social Rights de 2013 fait au Comité des droits économiques et sociaux des Nations Unies souligne le besoin croissant de syndicats en Égypte, « parce qu'il est devenu toujours plus difficile pour les travailleurs de revendiquer leurs droits. Il n'est pas étranger qu'autant les propriétaires d'entreprises privées que l'État aient recours à la violence pour traiter des revendications des travailleurs. » [12] Le rapport détaille plusieurs exemples de ces pratiques à partir de 2012 : « par exemple, les travailleurs de Faragello, une entreprise de produits alimentaires et de boissons, et de Titan, une entreprise de ciment, furent pris d'assaut par la police et ils furent bloqués dans une mosquée avant d'être attaqués par des chiens policiers ; 18 d'entre eux furent arrêtés. »

Le rapport critique également la loi passée au début 2011, interdisant le droit à la grève, contre laquelle ces travailleurs réagirent en manifestant : « La loi, ratifiée par le Conseil suprême des forces armées le 12 avril 2011, suscita la colère de beaucoup en ce qu'elle stipule des peines de prison et des amendes jusqu'à 500'000 livres égyptiennes contre "quiconque organise une manifestation ou une activité qui peut ralentir ou empêcher le travail d'une institution de l'État, une autorité générale ou une place de travail publique ou privée". » [13]

## **Où étaient les travailleurs dans les jours qui ont précédé et qui ont suivi le 30 juin 2013 ?**

Lorsque la campagne Tamarod débuta en avril 2013, réunissant des signatures appelant à la démission du président Mohamed Morsi, le mouvement syndical indépendant s'y joignit avec enthousiasme. Pourquoi les travailleurs furent-ils si impatients d'apporter leurs signatures à cette campagne ? Ils endurent une année difficile marquée par des violations quotidiennes des droits des travailleurs. Il n'y eut aucun progrès dans l'élaboration d'une nouvelle loi syndicale qui garantisse la liberté d'association, le droit de s'organiser et de négocier collectivement. Le chômage augmentait avec aucun projet de création d'emplois en vue. Les grèves étaient condamnées par le gouvernement et les travailleurs étaient attaqués autant au propre qu'au figuré [14].

Les travailleurs réunirent donc des centaines de milliers de signatures, soutenant l'appel à des élections présidentielles anticipées. Le Center for Trade Unions and Worker Services [CTUWS], un point d'appui pour le mouvement syndical indépendant depuis sa création en 1990, utilisa ses six bureaux à travers le pays pour récolter des pétitions de la campagne Tamarod. L'EFITU et l'EDLC [Egyptian Democratic Labor Congress] encouragèrent chacune activement leurs membres à sortir et à manifester le 30 juin. Des réunions se déroulèrent dans leurs bureaux centraux, dans les fédérations syndicales provinciales et dans les locaux des syndicats locaux, encourageant toutes les membres à manifester leur soutien aux principes de la campagne Tamarod et à protester contre la domination de l'ancien président Morsi.

Avant même la date convenue du 30 juin [marquant l'anniversaire de l'entrée en fonction de Morsi, en 2012], des protestations de travailleurs se déroulaient déjà. A al-Mahalla al-Kubra, par exemple, le 27 juin, après l'entrée de la première équipe à l'usine textile Ghazl al-Mahalla, des milliers de travailleurs quittèrent l'usine en défilé de protestation. Ils furent indignés par le discours que donna l'ex-président Morsi le 26 juin et par les politiques d'ensemble des Frères musulmans et de son bras politique, le Parti de la liberté et de la justice (PLJ). Ils scandèrent que Morsi devait « partir » (irhal). Mohamed al-Ganayni, membre du PLJ, demanda le même jour la démission du chef du conseil d'administration de l'entreprise Ghazl al-Mahalla, l'ingénieur Mohamed Ibrahim, pour ne pas avoir arrêté le défilé [15].

Avant le 30 juin, les acteurs principaux du mouvement des travailleurs indépendants - l'EDLC aux côtés du CTUWS et de l'EFITU - mirent en place des « centres opérationnels » dans leurs locaux afin de suivre de près la présence de travailleurs dans les manifestations et dans tout incident de violence et de harcèlement. Ces centres opérationnels étaient aussi en communication directe avec le siège de la campagne Tamarod, afin de coordonner les activités telles que les points de rencontres des travailleurs au départ des défilés en direction de la place Tahrir et vers le palais présidentiel de al-Ittihadiyya. En outre, des tentes furent montées pour les travailleurs à chaque lieu de protestation. Celles-ci servirent de points de repos ainsi que de lieux de rencontres pour les protestataires, un endroit où ils puissent recevoir des informations fraîches [16].

Immédiatement après le 30 juin, les travailleurs répondirent à l'appel de mettre fin à la domination de Morsi de manière plus organisée, en menant des actes de désobéissance tels que : « *par exemple, certains conseils de travailleurs à l'échelle municipale parvinrent à arrêter le fonctionnement des institutions de l'Etat dans les provinces en coopération avec les protestataires dans les rues. Cela s'est produit dans les provinces de Daqahiliyya et de Beheira.* » [17] Dans le même temps, les dirigeants des principales organisations de travailleurs participèrent à des émissions télévisées dans lesquelles ils encouragèrent les travailleurs à faire entendre haut et fort leur voix ainsi qu'à établir leur présence sur la scène politique [18].

## Après Morsi

La Déclaration constitutionnelle transitoire émise par le président intérimaire Adly Mansour, le 8 juillet 2012, ne fait pas expressément mention du droit de grève, une question litigieuse majeure au cours des deux années et demie [19]. La Constitution de 2012 donne aux syndicats le droit de s'organiser, mais le gouvernement de Morsi négligea la loi formelle qui régit le fonctionnement des syndicats [20].

L'EFITU a cependant déjà annoncé que ses membres étaient disposés à travailler jour et nuit pour l'Egypte ainsi qu'à soutenir le nouveau gouvernement intérimaire [21]. Selon ses déclarations, les membres de l'EFITU soutiennent complètement la feuille de route et indiquent que les travailleurs et paysans sont au service du nouveau gouvernement : « *Ils sont les héros des grèves contre les deux précédents gouvernements et ils seront désormais des héros durs à la tâche et à produire pour la nation. Ils ne désirent, en retour, que de se sentir des êtres humains et non des citoyens de seconde classe.* » [22] Tandis que le langage de l'EFITU est une réminiscence du jargon nationaliste des années 1960 et 1970, il indique déjà l'engagement des membres de l'EFITU à retourner au travail pour reconstruire l'Egypte.

L'EDLC et son organisation de soutien, le CTUWS, de son côté a publié un communiqué de presse le 4 juillet appelant les travailleurs égyptiens à continuer à œuvrer en vue de la réalisation des « *revendications centrales [de la révolution] de justice sociale et de garantir la liberté d'association, lesquelles doivent être incluses dans les priorités dans la phase future.* » [23] Ce langage est plus mesuré et reflète la nature pragmatique de l'EDLC et de son organisation de soutien, le CTUWS. Il y a déjà des différences apparentes dans les déclarations publiques des deux principales fédérations syndicales. Tandis que la compétition et la diversité des fédérations syndicales sont bienvenues et nécessaires à ce stade de développement des relations industrielles en Egypte, il est à espérer qu'elles ne conduisent pas à une inimitié supplémentaire qui n'est pas nécessaire ainsi qu'à des divisions à l'intérieur du mouvement syndical indépendant. Nous avons besoin d'un front unifié autour des principes fondamentaux de la liberté d'association, du droit de s'organiser et de négocier collectivement.

## Les défis à venir

En 2010, la force de travail égyptienne s'élevait à 25 millions de personnes [24]. Le mouvement syndical indépendant va devoir insister sur son rôle au cours de la prochaine période de transition démocratique en Egypte. Le taux de chômage atteint aujourd'hui 13,2% : ce chiffre n'exprime que le nombre de personnes qui cherchent toujours activement un emploi en pourcentage de la force de travail, ce qui est trompeur en termes du nombre réels de personnes qui ne gagnent pas leur vie [25]. Le taux réel de ceux et celles qui ne travaillent pas est bien plus élevé. La création d'emplois est donc une première étape indispensable pour le gouvernement intérimaire. Ensuite, les représentants des travailleurs doivent être inclus dans l'élaboration d'une constitution amendée. Le droit à la liberté d'association, c'est-à-dire de créer des syndicats indépendants, le droit à s'organiser, à négocier collectivement et à faire grève devra être inclus dans la Constitution comme faisant partie des droits sociaux et économiques fondamentaux.

Le 16 juillet 2013 a été témoin d'un développement positif avec la nomination comme ministre du travail de Kamal Abu-Eita, président de l'EFITU et ancien dirigeant du premier syndicat indépendant des collecteurs d'impôt sur la propriété, en 2008 [26]. Les travailleurs disposeront ainsi d'une voix expérimentée et forte au conseil des ministres. Il est en effet bien connu qu'Abu-Eita poussera à l'adoption d'une nouvelle loi sur les syndicats fondée sur les principes internationaux reconnus dans

les conventions de l'OIT, que l'Égypte a signées. Il a d'ores et déjà annoncé que sa première priorité, qu'il a présentée comme une condition avant d'accepter sa nomination, était la mise en place d'un salaire minimum ainsi que d'une loi sur la liberté d'association syndicale [27]. Il n'est par conséquent par surprenant que ceux qui s'opposèrent à la nomination d'Abu-Eita étaient des membres de l'ETUF, fédération autorisée par le régime de Moubarak. [28]

Les travailleurs se trouvent au cœur de toute appréciation effective de la situation économique égyptienne ainsi qu'à toute proposition de solution de ces maux économiques. Il existe aujourd'hui une organisation qui représente véritablement les travailleurs, contrairement à l'ETUF, nous pouvons donc espérer assister à la création d'un niveau de délibérations tripartites entre l'Etat, les syndicats et les représentants patronaux. Cela serait un début de bon augure, ouvrant effectivement un nouveau chapitre dans la transition de l'Égypte vers la démocratie.

**Heba F. El-Shazli**

---

---

## **P.-S.**

\* Article publié le 23 juillet sur le site Jadaliyya.com [version originale disponible sur ESSF]. Traduction A l'Encontre. <http://alencontre.org/>

---

## **Notes**

[1] [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2012C32\\_abn.pdf](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2012C32_abn.pdf)

[2] Idem.

[3] Voir sur ESSF (article 29431), [Egypt - Revolutionary history relived : The Mahalla strike of 6 April 2008](#).

[4] Douglas McAdam, Sidney Tarrow and Charles Tilly, Dynamics of Contention (Cambridge : Cambridge University Press, 2001), 14-15.

[5] Joel Beinin, "Workers and Egypt's January 25 Revolution". International Labor and Working-Class History, 80 (Fall 2011), 192.

[6] McAdam, Tarrow and Tilly, 314.

[7] Ibid, 48.

[8] [http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_153044/lang--en/index.htm](http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_153044/lang--en/index.htm)

[9] <https://www.facebook.com/media/set/?set=a.554060801271432.126103.152615734749276&type=1>

[10] <http://www.ctuws.com/?item=1242>

[11] <http://ecesr.com/en/2013/05/21/ecesr-presents-a-report-to-the-un-economic-social-council/>

[12] Voir sur ESSF (article 29432).

[13] Voir sur ESSF (article 29433), [A new Labor Day for Egypt : Independent unions plan celebrations, set demands.](#)

[14] Voir sur ESSF (article 29435), [Egypt : locked-out IFFCO food workers continue strike.](#)

[15] CTUWS, Press Release, "After the Company Workers' March, Brotherhood MP Threatens to Fire Ghazl al-Mahalla Company Head," 27 June 2013.

[16] CTUWS, Press Release, "Important and Urgent," 29 June 2013.

[17] Voir sur ESSF (article 29279), [Egypt : "Workers need a political voice"](#).

[18] Voir sur ESSF (article 29436), [First Look at Egypt's Constitutional Declaration.](#)

[19] Voir sur ESSF (article 29437), [Egypt's Constitution seen to curtail labor rights and workers freedoms.](#)

[20] [http://www.soutalomal.com/index.php/960.html?fb\\_comment\\_id=fbc\\_376319222468395\\_1919733\\_376684019098582#f2e60d8f04](http://www.soutalomal.com/index.php/960.html?fb_comment_id=fbc_376319222468395_1919733_376684019098582#f2e60d8f04)

[21] [http://www.soutalomal.com/index.php/960.html?fb\\_comment\\_id=fbc\\_376319222468395\\_1919733\\_376684019098582#f2e60d8f04](http://www.soutalomal.com/index.php/960.html?fb_comment_id=fbc_376319222468395_1919733_376684019098582#f2e60d8f04)

[22] <http://www.albawabhnews.com/News/71894#.UdsI3v6uI80.facebook>

[23] <http://www.ctuws.com>

[24] <http://213.158.162.45/~egyptian/?action=news&id=16861>

[25] <http://www.tradingeconomics.com/egypt/unemployment-rate>

[26] <http://www.dailynewsegypt.com/2013/07/16/cabinet-ministers-sworn-in/>

[27] <http://www.shorouknews.com/news/view.aspx?cdate=14072013&id=a9744cfc-d37c-4788-9331-4c5263ab012f>

[28] D'autres étaient sceptiques étant donné la nature effective du gouvernement, de la place centrale de Al-Sissi - voir entre autres la position de Fatma Ramadan dans les textes cités ci-dessus - Réd. A l'Encontre.